

K.A.U., n'est pas un parti politique organisé ou un mouvement nationaliste comprenant des adhérents réguliers et comportant des statuts, un programme politique, et des responsables. Cette désignation même n'a jamais été expliquée de façon satisfaisante étant donné qu'il n'existe pas de mot tel que Mau Mau dans la langue Kikuyu. Cependant ses causes socio-économiques peuvent s'expliquer.

C'est une révolte spontanée d'une partie déclassée de la population rurale africaine, déracinée de ses terres tribales et poussée vers les taudis urbains. Au moment de la proclamation de l'état d'urgence, on estimait à plus de dix mille le nombre d'Africains chômeurs permanents à Nairobi. N'étant plus soumis à la discipline de la tribu, aigris, beaucoup de jeunes hommes s'engagèrent sur la voie du crime. C'est parmi ce « lumpen prolétariat » que des chefs de gang décidés à aller jusqu'au bout, recrutèrent des adhérents pour se venger sur les blancs qu'ils tenaient pour responsables d'avoir détruit leur vie de tribu pour la remplacer par RIEN D'AUTRE QU'UN TRAVAIL D'ESCLAVE DANS LES FERMES EUROPEENNES.

De même que lors des révoltes d'esclaves de l'ancienne Rome, les adhérents Mau Mau se battent pour la terre, SANS LAQUELLE ILS PREFERENT LA MORT.

Dans un pays comme le Kenya où, suivant le rapport de la délégation parlementaire, « il n'existe pas d'assurance vieillesse sous forme de pension ou de fonds de prévoyance national », IL VAUT AUTANT ETRE MORT pour un Africain urbanisé qui ne possède pas un lopin de terre dans la réserve où il puisse se retirer dans sa vieillesse.

Les leaders à esprit progressiste et nationaliste de la K.A.U. avaient un programme économique, politique et social qui envisageait l'institution d'un Etat africain intégré à un gouvernement au-

tonome, comportant des garanties démocratiques pour les races en minorité. Les leaders Mau Mau, cependant, regardent en arrière et cherchent à exploiter les serments traditionnels et les pratiques de tribu pour recruter et engager leurs adhérents à soutenir leur combat limité pour la terre aux sans-terre.

Le problème immédiat est de mettre fin à la violence sanguinaire des deux côtés et de créer une atmosphère dans laquelle même les modestes recommandations contenues dans le rapport puissent être discutées par les représentants des différents groupes raciaux. Mais une telle conférence de la Table Ronde ne peut être amenée qu'en s'assurant tout d'abord l'appui des leaders africains jouissant de la confiance et de la loyauté de la masse du peuple. Et comme la plupart de ces leaders sont emprisonnés, ce sera le rôle du gouverneur de leur accorder l'amnistie. Cependant, même cela ne suffira pas à ramener le *statu quo ante*.

Le gouvernement britannique devra donner aux Africains une garantie irrévocable de son intention d'ouvrir les hautes terres aux Kikuyus dépourvus de terre, d'abolir les barrières raciales, de rouvrir les écoles indépendantes et d'étendre les possibilités d'éducation, de donner aux fonctionnaires africains un salaire égal pour un travail égal et de reconnaître le principe de la parité de représentation dans les conseils locaux et centraux de gouvernement. Car, à moins que les leaders africains soient armés de ces assurances qui leur permettront d'offrir à leur peuple quelque chose de concret pour un avenir meilleur, même les plus écoutés de ces chefs seront incapables d'amener ce changement psychologique qui seul pourra aider à combler le présent fossé entre les Européens et les Africains, les gouvernants et les gouvernés, sans lequel il n'y a pas d'espoir de relations cordiales entre races -- condition préalable de l'Association.